

# ARCHÉOLOGIE DANS LE PACIFIQUE : ENJEUX IDENTITAIRES ET PATRIMONIAUX

JEAN-CHRISTOPHE GALIPAUD

*Archéologue, UMR 208 PaLoc, Institut de Recherche pour le Développement et Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris. Spécialiste de l'archéologie de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.*

RÉSUMÉ – L'archéologie, discipline coloniale puis néocoloniale, a joué et joue toujours un rôle important dans la création des identités nationales et la pérennisation de certains patrimoines. À travers deux exemples tirés de mes propres recherches au Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie, je souhaite discuter de la difficile position du chercheur archéologue dans des contextes socio-politiques divers, des enjeux de la recherche archéologique et des postures du chercheur exposé aux conséquences voulues ou subies comme suite à ses efforts de « révélation » de l'histoire passée.

MOTS-CLÉS – Pacifique, archéologie, Vanuatu, Nouvelle-Calédonie, Lapita, Mangaasi

ABSTRACT – *Pacific Archaeology : some identity and heritages management challenges.* Archaeology, as a colonial and neo-colonial discipline, has played and still plays an important role in the shaping of national identities and in the creation or revival of some past heritages.

Using two examples from Vanuatu and New Caledonia, I wish to discuss the often difficult position of archaeologists in specific socio-political contexts, and highlight issues of archaeological research and position of the researcher exposed to the consequences of his revelation of past history.

KEYWORDS – Pacific, archaeology, Vanuatu, New Caledonia, Lapita, Mangaasi

### L'ARCHÉOLOGIE, UNE DISCIPLINE COLONIALE ?

Les archéologues sont des fabricants de patrimoines. Fabricants, car leurs découvertes et les hypothèses qu'elles génèrent encouragent la réappropriation historique et les interprétations, sources de revendications patrimoniales. Néanmoins, ces appropriations ou interprétations sont le fait de multiples acteurs – scientifiques, politiques, coutumiers – et la création patrimoniale a de multiples facettes : « Patrimoine “refoulé”, patrimoine “instrumentalisé”, patrimoine “idéalisé” » (Larguèche 2008). Les découvertes de l'archéologie sont inscrites dans le temps et les réalités locales ou régionales ; elles se conforment également à la marche de l'histoire et les utilisations de l'archéologie aujourd'hui sont intimement liées au contexte et aux acteurs anciens de la discipline.

Sabine Cornelis (2012 : 40), dans l'introduction des comptes rendus d'un colloque consacré à l'archéologie coloniale, interroge l'origine de l'archéologie, « sa construction comme science, ses relations aux contextes géopolitiques et sa spécificité au sein du projet colonial : l'archéologie fut-elle et est-elle encore une discipline “coloniale”, un instrument des empires ? ».

On ne peut nier que l'archéologie s'est construite autour de la colonisation des pays du Levant ou de l'Amérique. C'est bien en ce sens une discipline coloniale, pratiquée dans un cadre politique défini, par des chercheurs et des amateurs souvent membres de l'administration coloniale. En s'intéressant aux grandes civilisations

antiques, ils s'approprièrent un passé glorieux, légitimant par là même leur nouveau territoire face à des sociétés contemporaines diminuées. En d'autres termes, l'archéologie limitée à l'étude des vestiges monumentaux ou volontairement dirigée vers cette dernière « correspond au besoin de rendre plus spectaculaire encore la mission civilisatrice du colonisateur » (Schlanger 2012), et à celui de légitimer sa position de pouvoir en accentuant « le caractère primitif et le manque d'entreprise de ces populations indigènes [...] cherchant à démontrer qu'elles ont été statiques depuis les temps préhistoriques et donc dépourvues de toute initiative pour se développer par leurs propres moyens » (Trigger 1984 : 360).

Si l'on accepte cette vision peu glorieuse de l'émergence de l'archéologie, il faut admettre qu'avant d'être une science, cette discipline est un outil de création identitaire au service de l'empire colonial et de ses ambitions. Ces monuments célèbres d'Égypte, de Grèce ou du Mexique promus aujourd'hui au rang de patrimoine mondial de l'humanité ont d'abord été les objets d'une manipulation destinée à assoir le nouveau pouvoir en rabaissant les peuples autochtones. Pour autant, ces confrères des siècles passés méritent notre respect.

Si le choix des lieux ou des époques, la collecte des vestiges prestigieux et l'interprétation des résultats, ont permis l'érection de patrimoines durables à la gloire des empires, les recherches, elles, ont souvent été menées avec beaucoup de professionnalisme et de qualité scientifique (voir Simmenel, Graph & Aderghal dans ce volume pour l'Égypte en particulier).

La fin de l'aventure coloniale et la création de nouveaux États ont vu émerger une archéologie plus orientée, au service des nouveaux dirigeants et souvent impliquée dans la formulation et la construction des nouvelles identités nationales.

Au Vietnam, le rôle marginal qu'ont joué quelques savants locaux auprès de l'ÉFEO (école française d'Extrême Orient) leur a permis de rebondir dès 1945 vers une archéologie postcoloniale, où la « conscience nationale » privilégie les vestiges préhistoriques plutôt que le monumental (Schlanger 2012). C'est une tendance assez générale en Asie du Sud-Est et probablement ailleurs dans le

monde. En repoussant les limites chronologiques, on s'affranchit des différences.

Encore au Vietnam, par exemple, « deux mois à peine après la proclamation de la république démocratique du Vietnam, Hô Chi Minh s'empresse de créer, par arrêté du 23 novembre 1945, un service des fouilles archéologiques. La création de ce service en cette période d'incertitude, alors que se prépare le conflit indochinois, laisse envisager à quel point l'archéologie est perçue par le Viet Minh comme une composante clef de l'affirmation du nouvel État indépendant. Ceci démontre, si besoin était, que l'utilisation des savoirs archéologiques à des fins politiques n'est pas l'apanage du gouvernement colonial » (Herbelin *et al.* 2012 : 19). Pour le nouveau pouvoir, l'enjeu est de démarquer la culture vietnamienne de la culture chinoise et de démontrer l'indépendance et l'unicité de la culture vietnamienne, « quitte à employer quelques contorsions idéologiques » (Herbelin *et al.* 2012 : 21). Avec certains excès parfois : l'archéologue Phan Tiên Ba analyse ainsi la localisation des sépultures chinoises sur le territoire vietnamien comme un « complot d'assimilation et de domination de l'ennemi chinois au travers de la répartition des tombes en brique » (Le 1988 : 161) !

L'exemple de Taiwan est encore plus parlant : « l'image d'un peuple taiwanais aborigène et enfant de la mer laisse entrevoir celle que le gouvernement entend se donner dans l'espace international. C'est ainsi que le gouvernement taiwanais a présenté comme l'un des dix chantiers majeurs de construction de l'État, la création, à l'initiative du Musée national de la culture préhistorique à Taitung, d'un Parc naturel austronésien dédié à une culture qui couvre la très large zone des îles de Taiwan et de l'Asie du Sud-Est, mais aussi du Pacifique, de l'Océanie et de l'océan Indien. Ces opérations muséales indiquent clairement une préférence « austronésienne de la part du gouvernement dans ses tentatives de redéfinition de la nation taiwanaise, en la rapprochant ainsi de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. » (Lee Wei-i 2007).

Ces exemples ne sont pas des exceptions. Ces pays nouvellement indépendants cherchent à travers une instrumentalisation de leur passé une légitimité culturelle, politique et territoriale qui s'af-

franchit des liens pourtant naturels avec leur grand voisin, la Chine. L'archéologie est alors nationalisée et instrumentalisée pour servir ces objectifs politiques et les chercheurs locaux sont alors les instruments consentants au service d'une cause, des « experts » souvent formés par les universités des anciennes puissances coloniales et placés par celles-ci dans les institutions de recherche locales. Ces experts (voir Simenel, Graff & Aderghal dans ce volume) s'affranchissent de leurs anciennes tutelles en promouvant cette archéologie nationale.

Dans le Pacifique ouest, la situation coloniale, moins tranchée, la nature des sociétés et les enjeux postcoloniaux ont donné lieu à des développements intéressants qui éclairent les grandes tendances de l'évolution et de l'utilisation des sciences historiques et de l'archéologie.

## 1. DILEMMES ÉTHIQUES : INTERPRÉTER LE PASSÉ

Le passage de l'étude de l'objet à la définition de la société est une des limites reconnue et souvent discutée de l'archéologie (voir, entre autres, dans une littérature très abondante : Gally 2003, 2010 ; Hodder 1982 ; Leroi-Gourhan 1992 ; Roux 2007 ; Shanks *et al.* 1987a, 1987b, 1995 ; Stovel 2005 ; Ucko 1995).

La difficulté d'interpréter les événements ancrés dans un passé souvent lointain peut conduire le chercheur, en particulier lorsqu'il doit adapter son discours à un public non scientifique, à simplifier l'évidence pour rendre son propos plus intelligible, une limite de la pratique scientifique qui, à mon avis, ne justifie pas pour autant de parler de manipulation. Cette information peut aussi faire l'objet d'une interprétation, voire d'une réécriture par certains acteurs patrimoniaux à leur profit dans des stratégies personnelles ou de groupe. C'est probablement la situation la plus courante dans les sciences historiques. Enfin, des chercheurs, impliqués personnellement dans une quête identitaire, peuvent être les faire-valoir d'une réécriture volontaire de l'histoire ou les acteurs consentants de la

création de nouveaux symboles identitaires autour d'une histoire ancienne idéalisée voire adaptée.

À travers deux exemples issus de mon expérience de recherche dans le Pacifique sud-occidental, au Vanuatu (ex. Nouvelles-Hébrides) et en Nouvelle-Calédonie, je souhaite montrer les enjeux et les conséquences de la recherche archéologique dans un contexte colonial ou néocolonial insulaire, mais aussi discuter de la responsabilité éventuelle du chercheur dans la fabrication des identités locales et régionales et dans la pérennisation de certains faits historiques tirés de la tradition orale.

## 2. MANGAASI ET ROY MATA : VALIDATION DU MYTHE ET IDENTITÉ LOCALE

« L'effort scientifique à entreprendre, altruiste et collectif est des plus urgents. Repoussé à moyen ou long terme il deviendra sans objet : les sites archéologiques sont directement menacés par les grands travaux d'intérêt général, la connaissance des anciens écrits, celle des langages non transcrits, s'amenuisent, et ils disparaissent comme disparaissent les techniques artisanales et les derniers détenteurs de la tradition orale. » (Garanger 1976 : 159)

L'archéologue José Garanger a été le pionnier français, au côté de ses collègues Jack Golson et Roger Green, de la préhistoire océanienne. Outre les impératifs de la connaissance scientifique au plus haut niveau, le travail de José Garanger a revêtu une dimension humaine et culturelle annonçant des préoccupations très actuelles dans la communauté scientifique. Réalisées à la fin des années 1960, ses recherches furent conduites en étroite collaboration avec les populations concernées et dans un profond respect de leurs valeurs. Il a aussi beaucoup œuvré pour la redécouverte et la réappropriation de leur passé par les Océaniens.

Au Vanuatu, il a développé autour de deux événements mythiques une archéologie consciente et respectueuse des traditions et tournée vers la compréhension historique de ces mythes. Cette



José Garanger, Daniel Frimigacci, Jean-Christophe Galipaud, trois générations de chercheurs sur le site de la tombe de Roy Mata à Efate au Vanuatu en 1997.

« ethnoarchéologie », comme il la qualifia, vise, à l'aide des outils de l'archéologie, à enquêter sur la validité de l'histoire orale pour conforter l'histoire locale et renforcer les racines identitaires d'un peuple affaibli par la colonisation européenne.

Il confirme et date le décès du héros mythique Roy Mata à qui l'on attribue l'introduction d'un nouvel ordre social dans les îles du centre de l'archipel et confirme également la destruction d'une partie de l'île d'Epi lors de l'explosion du volcan de Kuwae (Garanger, 1972, 1976). Roy Mata est un titre associé à un territoire dans le nord-ouest de l'île d'Efate, transmis de génération en génération, et dont l'origine mythique est un chef venu de l'Est à une époque troublée de l'histoire d'Efate. Le dernier détenteur du titre serait mort aux alentours de 1600 de notre ère. Selon la tradition orale, le héros mythique Roy Mata aurait introduit dans l'île d'Efate un nouvel ordre social en organisant la société autour de chefs qu'il choisit et en imposant un système de titres, encore en vigueur aujourd'hui.

Du point de vue de la science, les recherches de Garanger permettront, entre autres choses, d'interpréter avec une précision

étonnante les conditions de l'inhumation du héros Roy Mata et de sa suite sur l'îlot Retoka.

Sa recherche, à l'époque, répondait à une demande locale relayée par l'ethnologue Jean Guiart qui souhaitait préciser l'ancienneté de l'introduction de ce nouvel ordre social à Efate. En datant la mort de Roy Mata en 1250 environ de notre ère, Garanger introduisait dans l'histoire locale un nouveau paramètre et la confirmation par la science du mythe profita aux acteurs locaux qui purent ainsi conforter leur légitimité territoriale et sociale.

Cette dimension du fait scientifique révélé n'est pas sans conséquence et ce qui apparaissait à l'époque comme un bien peut avoir des implications discutables à long terme : la tradition orale validée par le biais de la science perd sa capacité d'ajustement, une qualité intrinsèque qui conserve à la société son dynamisme et sa résilience aux changements. En datant le mythe, Roy Mata et tous ses descendants potentiels se voyaient ré-investis d'un droit sur un territoire et d'un titre prestigieux conférant puissance et autorité à son détenteur. La validation du mythe par la science et la pérennisation de la tradition par le truchement de l'écrit rétablissaient une situation historique ancienne, invalidant potentiellement les développements historiques plus récents. Le titre, n'ayant pas été transmis depuis plusieurs générations, devint l'enjeu de négociations politiques. Les résultats des recherches de José Garanger furent largement médiatisés et commentés localement, en raison du caractère exceptionnel de la sépulture.

Si les résultats eurent à l'époque des effets positifs sur une société en voie d'acculturation, les effets à long terme furent moins positifs et permirent à certains groupes de se prévaloir d'une autorité sur la terre et les hommes qu'ils n'auraient jamais pu imposer sans cette écriture de l'histoire. En 2008, le « domaine » du chef Roy Mata, comprenant tous les sites identifiés et fouillés par José Garanger le long de la côte ouest de l'île d'Efate, fut inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco avec pour conséquence une politisation et une reconnaissance accrue pour les acteurs principaux de l'histoire et une valorisation identitaire de leur groupe. Cette inscription fut précédée, à la demande des descendants puta-



tifs du héros, d'une réévaluation des travaux de Garanger sur le site de Mangaasi dans le cadre du projet de recherche ANU-Centre Culturel du Vanuatu de 1996 à 1998 (Bedford *et al.* 2000). Les recherches, quarante ans après le passage de Garanger, authentifièrent de nouveaux acteurs autour du mythe de Roy Mata et prolongèrent la validité historique de ces groupes aux périodes fondatrices des sociétés locales, il y a plus de 2500 ans.

La validation archéologique de la tradition offre, comme le montre cet exemple, une longévité historique aux groupes pouvant se prévaloir de la connaissance orale et leur permet d'affirmer ou de ré-affirmer leur authenticité historique et éventuellement leur suprématie. Dans un second temps, ce même mécanisme peut être réactualisé par d'autres groupes en recherche d'une même authentification historique, et les chercheurs sont alors pris dans le jeu de manipulations identitaires pour la réévaluation ou la réappropriation de l'histoire. Le chercheur est, dans cet exemple, l'acteur plus ou moins inconscient d'une fabrication de l'histoire au profit d'une politique locale.

### 3. LE LAPITA CALÉDONIEN OU LA CRÉATION D'UN PATRIMOINE NÉOCOLONIAL

Le second exemple dans l'archipel voisin de Nouvelle-Calédonie illustre les enjeux et problèmes d'une archéologie en milieu multiethnique<sup>1</sup> et partie prenante d'une reconstruction de l'histoire dans un contexte de transition postcoloniale.

En Nouvelle-Calédonie, les enjeux politiques récents et les soubresauts d'une décolonisation souhaitée par une partie au moins de la population ont poussé l'archéologie en avant pour éclairer un passé lointain, inconnu de la tradition orale et revendiqué par les

---

1. La population de la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui est pour moitié au moins Kanak avec un apport colonial de France, du Vietnam et d'autres pays du Pacifique, en particulier le Pacifique francophone : Wallis et Futuna, Polynésie française.

uns ou les autres au gré des intérêts politiques. La question de l'origine du peuplement de l'île, attribuée à des marins potiers, que l'on a appelés *Lapita*, est au cœur des débats. Elle est au centre des préoccupations foncières autour de la notion de « premier occupant » et offre un exemple intéressant pour discuter de la place de l'archéologie et du pouvoir du chercheur dans la création des identités et des patrimoines, et au-delà dans la fabrication de l'histoire.

« Depuis les années 70, les Kanak luttent pour une reconnaissance et une revalorisation de leur identité culturelle et de leur patrimoine. La notion de patrimoine dans le contexte politique et sociologique qui apparaît et s'affirme en Nouvelle-Calédonie nous permet de distinguer deux périodes, celle des événements ou l'on prônait une indépendance kanak et celle des accords ou l'on est amené à considérer les autres ethnies comme victimes de l'histoire et donc faisant partie de ce pays. » (Wadra 2008)

Après les accords de Matignon, en 1988, de nouveaux acteurs de la recherche archéologique veulent promouvoir une vision locale de l'archéologie, en opposition avec la vision scientifique et régionale pratiquée à l'Orstom ou celle, plus patrimoniale et ethnocentrée, pratiquée au sein du département d'archéologie de l'Office culturel scientifique et technique kanak, que je dirigeais à l'époque. Dans cette dernière institution, créée en 1984 sous l'impulsion de Jean-Marie Tjibaou, l'accent portait sur une étude des éléments de la culture matérielle et immatérielle kanak pour la mise en valeur des éléments forts de son patrimoine afin d'appuyer les revendications identitaires.

À partir de 1988, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, conscient de l'échéance difficile d'un référendum d'autodétermination, choisit de promouvoir l'idée d'un destin commun à travers, à l'époque, le slogan « trois couleurs, un seul peuple ». Dans le même temps, historiens et archéologues locaux vont défendre l'idée d'une histoire ancienne originale qui justifie les apports culturels des années de colonisation, tout en critiquant les effets de celle-ci. Christophe Sand, jeune archéologue dont la famille a des origines en Nouvelle-Calédonie, sera le porte-parole de cette croisade et en promouvant une archéologie locale, au sein du Département

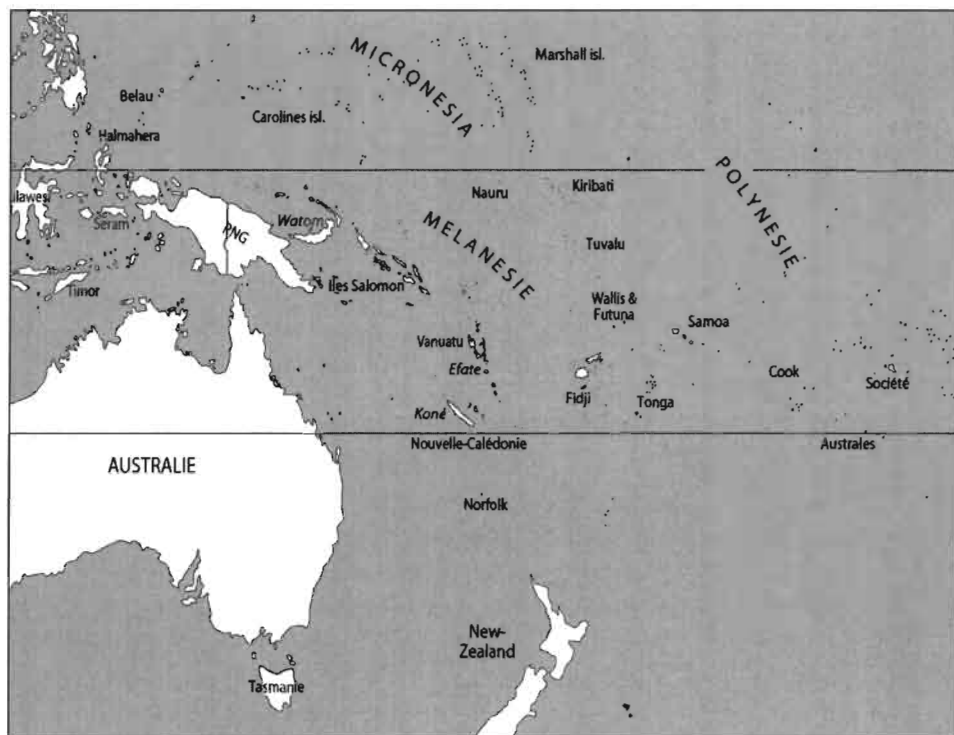
d'Archéologie nouvellement créée au sein du Service des Musées et du Patrimoine de Nouvelle-Calédonie, servira la cause de cette réinterprétation de l'histoire. Cet exemple d'une utilisation de l'archéologie pour apporter des arguments scientifiques à la validation d'une histoire politiquement engagée est particulièrement éclairant des enjeux de l'histoire dans un contexte de décolonisation ou, dans ce cas précis, de construction identitaire avant décolonisation.

En 2003, dans un article intitulé « Prehistory and its perception in a Melanesian archipelago: the New Caledonia example » (Sand *et al.* 2003 : 505), il résume ainsi sa perception de l'histoire locale :

« First explorers altered the social structure by their arrival and the introduction of western diseases, and then anthropologists created an image of communities which were ancient, simple and static. New archaeological field data by contrast is mapping nearly 3000 pre-european years of occupation which was marked by dynamic social and cultural change involving sophisticated economic strategies. The evidence suggests that the european anthropologists of the twentieth century were actually interpreting the social effects of the European explorers of the nineteenth century. The new archaeological model is providing food for thoughts for the modern multi-cultural country of New Caledonia ».

Contexte néo-colonial dans un système de nature colonial puisque en attente d'une indépendance réclamée par une partie de la population, mais non actée, cette archéologie se développe autour de l'idée d'une histoire ancienne revendiquée dès les périodes les plus anciennes (« les Lapita sont nos ancêtres ») et d'une évolution des cultures intégrant de nombreux apports extérieurs, justifiant les migrations les plus récentes et appelant à un destin commun. Ce ne sont pas les colons que l'on fustige, mais la science occidentale qui occulte volontairement la grandeur de la civilisation kanak.

Pour ce faire, il convient de démontrer par la science que l'origine du peuplement de la Nouvelle-Calédonie se confond avec l'origine du monde kanak.



Fond IRD

#### 4. LA RÈGLE DU PREMIER OCCUPANT

Johanna Tein, originaire de Koné, région où furent découverts les premiers tessons lapita, et qui a donné son nom à cette période, résume dans son mémoire de DEA cette utilisation de l'archéologie à des fins politiques : « Il est de bon ton aujourd'hui, alors que la référence au métissage espère masquer les rapports sociaux coloniaux en développant le thème du "on est tous cousins", de chercher dans l'archéologie des justifications à cette idéologie. Si les populations qui ont fabriqué les poteries lapita constituent un monde social en soi qui se serait progressivement mélangé à d'autres populations installées postérieurement c'est bien que le métissage est aux origines. C'est là projeter sur des périodes très anciennes dont nous ne savons pas grand-chose des idées contemporaines qui s'inscrivent dans un débat politique qui n'a rien à voir au fond avec

l'archéologie scientifique. L'enjeu de ces extrapolations sur le thème du métissage est évident : il s'agit de nier aux colonisés le statut de premier occupant et même de renverser la situation historique contemporaine en les présentant eux-mêmes comme d'anciens colonisateurs. » (Tein 2004 : 30) Elle rappelle également l'un des arguments les plus souvent avancés par les historiens locaux avant 1980 pour justifier la présence coloniale : « La qualité esthétique et technique de la poterie Lapita, la complexité de ses décors sont alors pensées en terme de culture ou de civilisation aux mœurs plus évoluées que les premiers habitants rencontrés par les Européens lors de leur arrivée et ce point de vue légitime l'occupation coloniale et les extrapolations foncières pratiquées dans le contexte colonial. Puisqu'ils n'ont conservé d'une part aucune mémoire orale de cet objet, ni technique et d'autre part, ne pouvaient l'avoir fabriqué, les Kanak n'ont alors aucun droit de se réclamer comme les premiers occupants de cette île » (Tein 2005 : 29).

La poterie lapita, dès sa découverte par le père O'Meyer dans l'île de Watom, en Nouvelle-Bretagne en 1909, suscitera ce genre d'hypothèses. Comment concevoir, écrit-il, que des peuples aussi frustes aient pu fabriquer une poterie aux décors aussi complexes ? Il ira même proposer que ses découvertes proviennent du naufrage d'un galion espagnol inconnu près des côtes. Après que des tessons similaires aient été découverts en Nouvelle-Calédonie, il devient évident qu'ils témoignent d'une civilisation ancienne installée dans ces îles. Ces découvertes viennent à point nommé pour éclairer la question, alors au cœur du débat scientifique, de l'origine des peuples polynésiens. La découverte de tessons décorés lapita à Fiji, Tonga et Samoa dans les années 1960-1970 justifiera l'hypothèse que les Lapita sont les ancêtres des Polynésiens ; hypothèse bien sûr non dénuée d'un certain racisme et qui relègue les Mélanésiens en général et les Kanak en particulier au second rôle, tant du point de vue des droits sur l'île que de la culture. Alors que les sociétés océaniques se préparent à l'indépendance, la science les discrédite en tant que premiers occupants légitimes.

« Dans la situation de la Nouvelle-Calédonie, l'importance de cette découverte était énorme. Les Kanak, qui s'appuyaient sur leur

statut de premiers occupants, ont longtemps refusé l'idée d'un peuplement antérieur. Puis les colons ont profité de l'importante sophistication de l'art lapita pour prouver qu'il y avait eu plus intelligents et plus développés que les Kanak » (Interview de C. Sand lors de l'inauguration de l'exposition lapita au Quai Branly à Paris, *Le Monde* 01/12/2010).

En 2002, la célébration, à Koné, du cinquantenaire de la découverte du site éponyme lapita, sous l'impulsion du Département d'Archéologie du service des Musées et du Patrimoine de Nouvelle-Calédonie, consacre le Lapita comme marqueur culturel. Un nouveau patrimoine qu'un membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie décrira ainsi : « La poterie lapita est un sceau, au même titre que l'igname, le pin colonnaire et le cocotier, une sorte de label de ce que nous sommes, nous, les peuples Océaniens ». En consacrant ce nouveau patrimoine autour du site éponyme de Lapita, la Nouvelle-Calédonie inscrit son histoire au cœur de celle du Pacifique insulaire et érige le Lapita en symbole d'une unité oubliée et révélée par l'archéologie.

Ce Lapita « calédonien »<sup>2</sup>, à l'image d'un certain Lapita océanien, n'est pas en tout point celui que les chercheurs décrivent. Des questions fondamentales ont été débattues ces quinze dernières années, entre autres la nature de la diaspora lapita et son influence dans le développement des sociétés plus récentes. La poterie lapita est un marqueur relativement homogène d'une présence humaine dans des îles précédemment inhabitées. Ce marqueur est peu durable et, après environ 200 ans, cette poterie disparaît au profit de productions d'une grande variété de formes et de décors. L'apparente unité du Lapita sur une aire géographique considérable, puis la diversité des productions ultérieures, soulèvent la question de la continuité des cultures. Il est important, dans le contexte néocolonial décrit précédemment, que le Lapita puisse être accepté comme la fondation des sociétés locales. C'est ce que se sont employés à démontrer des auteurs comme Sand pour la Nouvelle-Calédonie

---

2. Titre d'un livre détaillant l'archéologie de la Nouvelle-Calédonie à travers le filtre des enjeux locaux contemporains (Sand 2010).

ou Bedford pour le Vanuatu (Bedford 2003) en inscrivant cette céramique très décorée dans une tradition culturelle ancienne aux multiples facettes.

La spécificité de la céramique lapita aura donc à la fois permis de définir un horizon culturel ancien qui s'étend sur la moitié du Pacifique insulaire, puis, une fois l'évidence acquise grâce à la poterie, le Lapita devient une tradition qui intègre tous les éléments de la culture matérielle dans les sites anciens, même sans la poterie lapita (voir Galipaud 2006 pour une discussion sur ce point). Cette tradition permet alors d'envisager la continuité culturelle (le « Lapita Cultural Complex » de Green 1992, 2003). Si la recherche d'une représentation communautaire à un moment donné de l'histoire plutôt que de se focaliser sur les différences suggérées par la culture matérielle est louable, elle doit être explicitée par des études adéquates (Stovel 2005 : 147) et l'évidence d'une continuité culturelle avec ses implications identitaires et politiques actuelles reste à démontrer scientifiquement. Carson (2008), après une étude archéologique de grande ampleur dans la région côtière au sud du site éponyme de Lapita en Nouvelle-Calédonie, et sur la base d'une étude sérieuse du matériel archéologique, mais aussi du contexte géomorphologique de la région, conclut que « *Rather than focus on multi-millennia-scale continuities between Lapita ancestry and later Oceanic societies, the Lapita-associated communities may be viewed as a vanished or collapsed culture* » (Carson 2008)<sup>3</sup>.

À travers cet exemple, je souhaite montrer que l'interprétation des données archéologiques, en particulier s'agissant d'un passé lointain, ce qui est le cas de l'archéologie du Lapita, peut facilement favoriser des discours opportunistes.

Il est du devoir du chercheur, dans un contexte aussi sensible, de favoriser une étude scientifique de haut niveau, discutant toutes les tendances et les interprétations, pour éviter dans le futur des remises en questions historiques aux effets imprévisibles.

---

3. Plutôt que de se focaliser sur une histoire continue et multimillénaire des ancêtres lapita aux sociétés récentes océaniques, il semble plus approprié de voir les cultures associées au Lapita comme des cultures éteintes ou disparues (traduction de l'auteur).

## CONCLUSION

*« The archaeological organization of the past into a mirror of present cultural and ethnic differences is particularly dangerous in that it offers valuable historical longevity to modern groups according to which they can justify claims of authenticity and superiority. Obviously, this same mechanism can help subaltern communities in their struggle for power as well, but this leaves archaeologists to decide which modern community they will choose to promote through their research, or worse, to be caught by the demands of several groups seeking the same historic authentication » (Stovell 2005 : 146).*

L'archéologie, comme d'autres sciences de l'homme et de la société, subit les aléas conflictuels ou les ambitions politiques des sociétés modernes ou en voie de le devenir. Notre science est ainsi bâtie sur une contradiction que résume très bien Alain Schnapp (2012 : 5) : « Comme toute science, l'archéologie relève d'une dimension universaliste qui vise à rendre accessible le passé et à révéler et à protéger les antiquités de toutes origines. Mais comme toute science, elle est soutenue par des États, ou des institutions à leur service, qui peuvent être consciemment ou inconsciemment tentés de privilégier certaines approches, certaines cultures ou certaines périodes ».

Il y a dans ce constat une certaine ambiguïté : le chercheur qui travaille sur le passé est souvent maître de ses choix de recherche, mais plus rarement de l'interprétation de ses résultats. De même, ses choix de recherche sont eux-mêmes inconsciemment ou consciemment influencés par des modes, des contextes sociaux ou politiques, et le désir honnête d'une recherche objective doit s'affranchir de ces présupposés. Il existe un réel danger dans l'utilisation abusive des résultats de la recherche archéologique, et les chercheurs qui s'engagent dans une recherche au service des politiques locales doivent être conscients de la responsabilité qu'ils endossent au regard de l'Histoire : « leur parole d'expert doit pouvoir peser sur les orientations qui engagent des choix d'avenir pour la société, sans être mise en doute par des soupçons de conflits d'intérêts » (Michèle Leduc, journal du CNRS n° 278, 2014). Ces considérations évidentes et naturellement enseignées dans les gran-



des universités sont souvent occultées dans les contextes locaux ou régionaux proches des terrains de recherche. Il est plus difficile pour un chercheur local, réalisant sa recherche dans une structure nationale de s'affranchir de ce contexte contraignant.

Les archéologues de l'IRD sont au cœur de ces contradictions ; par leur pratique et leurs terrains de recherches, ils ont eu par le passé à s'interroger sur l'utilisation des résultats de leurs recherches à des fins non scientifiques. Dans un ouvrage récent (Galipaud & Guillaud 2014), les archéologues iridiens discutent de ces pratiques et esquissent le champ d'une recherche résolument engagée au service du développement des pays du Sud et de leurs populations locales. Cette prise de position qui reconnaît et intègre la dimension opportuniste des choix historiques pour le contrôle des territoires ou la consolidation des identités locales permet en retour aux chercheurs que nous sommes de dénoncer les manipulations ou de révéler le caractère idéalisé des identités actuelles. Cette approche réflexive de la recherche archéologique est possible, car réalisée sur des terrains culturellement éloignés de notre propre culture et portant sur des époques diverses allant du subactuel aux plus lointains.

L'engagement du chercheur aux côtés des populations pour la défense des patrimoines ou des identités ne doit pas se substituer néanmoins à son engagement scientifique et l'effort doit aujourd'hui porter sur une rigoureuse interprétation des données archéologiques. C'est en analysant scientifiquement les témoignages du passé et en diffusant les résultats de ces analyses que l'archéologie sera réellement utile et efficace pour décrire et valoriser les évolutions sociales et aider l'émergence de nouvelles identités nationales durables et non polémiques.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BEDFORD S. 2003. "The timing and nature of Lapita colonisation in Vanuatu : the haze begins to clear" (147-158), in Sand C. (éd.) *Pacific Archaeology : Assessment and Proposals. Proceedings of the International Conference for the 50<sup>th</sup> Anniversary of the First Lapita Excavation Koné-Nouméa. Les cahiers de l'Archéologie en Nouvelle-Calédonie*. Nouméa.
- BEDFORD S. & SPRIGGS M. 2000. "Crossing the Pwanmwou : Preliminary Report on recent excavations adjacent to and southwest of Mangaasi, Efate Vanuatu", *Archaeology in Oceania* (35) : 120-126.
- CARSON MIKE T. 2008. "Correlation of Environmental and Cultural Chronology in New Caledonia", *Geoarchaeology* (23) : 5.
- CORNELIS S. 2012. « Archéologie : une discipline coloniale ? », *Les nouvelles de l'archéologie* (128) : 40-41.
- DIAZ-ANDREU M. & CHAMPION T. (éd.). 1996. *Nationalism and Archaeology in Europe*. Boulder : Westview Press.
- FUNARI PEDRO P, ZARANKIN A. & STOVEL E. (éd.) 2005. *Global archaeological theory : contextual voices and contemporary thoughts*. New York : Kluwer Academic-Plenum Publishers.
- GALLAY A. 2003. « Reconstituer la vie : André Leroi-Gourhan et la lecture des archives archéologiques » (51-68), in Michel J, Tarrête J. & Soulier P. (éd.) *Sens dessus dessous : la recherche du sens en préhistoire. Recueil de textes offerts à Jean Leclerc et Claude Masset*. Amiens : Revue archéologique de Picardie (21).
- GALLAY A. 2013. « Les fondements théoriques de l'ethnoarchéologie vus à travers une pratique africaine », in Lugli F, Stoppiello A.A. & Biaggetti S. (éd.) *Ethnoarchaeology : current research and Field methods*. Conference proceedings, Rome, Italy, 13<sup>th</sup>-14<sup>th</sup> may 2010. *BAR International series* (2472) : 18-23.
- GALIPAUD J.-C. 2006. "The first millennium B.C. in remote Oceania : an alternative perspective on Lapita" (228-39), in Lilley I. (éd.) *Archaeology of Oceania : Australia and the Pacific Islands*. Oxford : Blackwell publishers.
- GALIPAUD J.-C. 2014. « Archéologie et identité nationale : le projet d'inventaire des sites historiques et culturels du Vanuatu » (71-80), in Galipaud J.-C. & Guillaud D. (éd.) *Une archéologie pour le développement*. Marseille : Éditions La Discussion.
- GALIPAUD J.-C. & GUILLAUD D. 2014. *Une archéologie pour le développement*. Marseille : Éditions La Discussion.
- GARANGER J. 1972. *Archéologie des Nouvelles-Hébrides : contribution à la connaissance des îles du Centre*. Paris : Éditions de l'Orstom.
- GARANGER J. 1976. « Tradition orale et préhistoire en Océanie », *Cahiers Orstom des Sciences Humaines* 13(2) : 145-159.
- GREEN R. 1992. "Definitions of the Lapita Cultural Complex and its non-ceramic component" (7-20), in Galipaud J.-C. (éd.) *Poterie Lapita et peuplement*. Nouméa : Éditions de l'Orstom.
- GREEN R. 2003. *The lapita horizon and traditions. Signature for one set of oceanic migrations*. Pacific archaeology: Assessments and prospects : 95-120.
- GUILLAND M.-L. 2013. « Mise en tourisme du patrimoine colombien : désappropriation, appropriation et réappropriation en territoires indigènes », *Études caribéennes* (20) : 2-17.

- HERBELIN C. & WISNIEWSKI B. 2012. « Situation coloniale et pratique de l'archéologie en Indochine », *Les nouvelles de l'archéologie* (128) : 31-35.
- HODDER I. 1982. *Symbols in Action*. London : Cambridge University Press.
- HODDER I. 2000. *The interpretation of documents and material culture*. Los Angeles : Sage Publications.
- HODDER I. & Hutson S. 2003. *Reading the past: current approaches to interpretation in archaeology*. Cambridge : Cambridge University Press.
- KAESER M.-A. 2000. « Nationalisme et archéologie : quelle histoire ? », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* (2) : 155-163.
- LARGUÈCHE A. 2008. « L'Histoire à l'épreuve du patrimoine », *L'Armée du Maghreb*, IV : 191-200.
- PHAN HUY L. 1988. "On the national process in Vietnamese history", *Vietnam Social Sciences* (11) : 17-53.
- LEROI-GOURHAN A. 1992. *Le Geste et la Parole : Technique et langage*, tome 1. Paris : Albin Michel.
- ROUX V. 2007. "Ethnoarchaeology : A Non Historical Science of Reference Necessary for Interpreting the Past", *Journal of Archaeological Method and Theory* (14) : 153-78.
- SAND C. 2002. "Melanesian tribes vs. polynesian chiefdoms", *Asian Perspectives* 41 (2) : 284-296.
- SAND C., BOLÉ J. & OUETCHO A. 2003. "Prehistoric Cultural Evolutions in a Melanesian Archipelago : the New Caledonia example", *Antiquity* 77(297) : 505-519.
- SAND C. 2010. *Lapita Calédonien. Archéologie d'un premier peuplement insulaire océanien*. Paris : Société des Océanistes, Travaux et documents océanistes (2).
- SCHLANGER N. 2012. « Situations archéologiques, expériences coloniales », *Les nouvelles de l'archéologie* (128) : 41-46.
- SCHNAPP A. 2012. « La crise de l'archéologie, de ses lointaines origines à aujourd'hui », *Les nouvelles de l'archéologie* (128) : 3-6.
- SHANKS M. & HODDER I. 2007. "Processual, postprocessual and interpretive archaeologies". *Museums in the Material World* : 144.
- SHANKS M. & TILLEY C. 1987a, *Reconstructing Archaeology : Theory and Practice*. London : Routledge.
- SHANKS M. & TILLEY C. 1987b. *Social Theory and Archaeology. Polity*. Oxford : Oxford University Press.
- STOVEL E.M. 2005. "The Archaeology of Identity Construction : Ceramic Evidence from Northern Chile" (145-166), in Funari P.P., Zarankin A. & Stovel E. (éd.), *Global archaeological theory : contextual voices and contemporary thoughts*. New York : Kluwer Academic-Plenum Publishers.
- TEIN J. 2005. *Archéologie Lapita et renouveau du discours sur les origines dans le Pacifique*, Mémoire de DEA, université de Paris IV.
- TRIGGER B.G. 1984. "Alternative archaeologies : nationalist, colonialist, imperialist", *Man*, New Series 19(3) : 355-370.
- UCKO J. (éd.). 1995. *Theory in Archaeology : a World Perspective*. London : Routledge.
- WADRA F. 2008. *Le patrimoine archéologique de la Nouvelle-Calédonie*, Mémoire de DEA, université de la Rochelle.
- WEI-I L. 2007 « Cent ans de musées à Taiwan, du colonialisme au nationalisme. Vers un imaginaire au-delà de l'identité ? », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial* (4) : 145-167.

Galipaud Jean-Christophe (2015)

Archéologie dans le Pacifique : enjeux identitaires et patrimoniaux

In : Suremain Charles-Edouard de (ed.), Galipaud Jean-Christophe (ed.). *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*

Igé (FRA) ; Marseille : L'Etrave ; IRD, p. 109-127

ISBN 978-2-359-92031-4